

Le choc démographique : pas seulement une affaire de famille
The demographic crisis: not only a family matter.
El shock demográfico: más que un asunto de familia

G. Mathews

Number 18 (58), Fall 1987

Famille/familles

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034261ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034261ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mathews, G. (1987). Le choc démographique : pas seulement une affaire de famille. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (18), 9–16. <https://doi.org/10.7202/1034261ar>

Article abstract

Quebec is going through an unprecedented demographic crisis, worse still than the one which is unfolding in Western Europe. This crisis reflects in the main a new fertility model rather than a "family crisis". Benefits have been derived from the baby bust, but this period is coming to a close and we are slowly heading towards a major conflict between old age policy and family policy.

Le choc démographique : pas seulement une affaire de famille

G. Mathews

Après deux siècles de croissance, l'Europe occidentale est entrée dans un nouvel âge démographique, sous l'effet conjugué de la dénatalité et du frein mis à l'immigration. Pendant quelques années, on a cru apercevoir les rivages de l'état stationnaire, dans lequel plus rien ne bouge. Cette stabilité parfaite nous aurait libérés de toute préoccupation démographique. Mais la dénatalité s'est partout muée en sous-fécondité et voilà que les tendances actuelles ne mènent pas à la stabilisation, mais à la dépopulation. La situation de l'Amérique du Nord est par contre fort différente de celle de l'Europe : la fécondité y est certes inférieure au seuil du renouvellement des générations (2,1 enfants par femme), mais une structure par âge relativement jeune et le maintien d'une importante immigration lui assurent encore plusieurs décennies de croissance. Il

faut un scénario extrême pour qu'émerge à vue d'homme un début de déclin démographique aux États-Unis ou au Canada... Il convient donc de ne pas céder à la tentation de l'amalgame et de mettre dans le même sac les deux versants de l'Occident.

Il est cependant, dans cette Amérique, un endroit où l'inquiétude démographique croît d'année en année. Dans cette enclave francophone que constitue le Québec, la surfécondité des familles québécoises avait longtemps permis à la province française de maintenir son rang, en dépit des mouvements migratoires qui lui profitaient nettement moins qu'aux régions plus occidentales du pays. Commencée vers 1960, la dénatalité a provoqué à ce jour une chute de 65 % de la fécondité, qui est passée de 4,0 enfants par femme en 1957 à 1,40 en 1986, et ce mouvement n'a

peut-être pas encore atteint son terme. L'important ici n'est pas que le Québec partait de plus haut, mais qu'il a atteint ces dernières années un des plus faibles niveaux du monde : en 1986 seules la RFA et l'Italie se situaient au-dessous du Québec. Ici aussi la tentation de l'amalgame est forte et trop de démographes y succombent. Dans les discussions sur la dénatalité « c'est partout pareil » est devenu un véritable leitmotiv. Mais on a tort de gommer les différences, et il faut souligner qu'à côté de pays comme la RFA, l'Italie et le Québec, il y a l'Australie (1,90 enfant par femme), la France (1,84) et la Grande-Bretagne (1,78)¹. En d'autres mots, on retrouve à l'intérieur d'une même civilisation des pays qui « résistent » relativement bien et d'autres qui résistent très mal. Cette question devrait, sinon passionner, du moins intriguer démographes et sociolo-

10

gues, tout comme celle de savoir pourquoi le Québec participe désormais du second plutôt que du premier groupe. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Y a-t-il oui ou non crise démographique ?

À la défense des sociologues, on peut citer la tardive prise de conscience des démographes eux-mêmes² quant à l'ampleur de la révolution démographique qui s'est déroulée sous nos yeux. Ce retard s'explique essentiellement par l'attachement à un certain type d'analyse des rapports qui unissent données transversales et données longitudinales. Il convient d'en dire un mot, parce qu'il subsiste à ce propos une bonne dose d'ambiguïté.

La démographie est le champ par excellence des interférences entre analyses transversales (on saisit tout le monde à un moment donné) et longitudinales (on observe une ou des générations à travers le temps). Il y a des domaines, la mortalité par exemple, où cela ne pose guère de problème. L'espérance de vie à la naissance est un indice *transversal* qui indique la durée de vie moyenne d'une génération naissante qui connaîtrait au cours de son histoire les divers taux de mortalité par âge existants aujourd'hui. Il importe peu qu'aucune génération réelle n'ait effectivement vécu à ce jour une vie moyenne aussi longue que l'espérance de vie que nous connaissons aujourd'hui, puisque

celle-ci ne cesse d'augmenter. Une hausse significative de la mortalité apparaissant très improbable, l'indice transversal est plus pertinent que l'indice longitudinal.

En matière de fécondité, les choses sont plus complexes. Les hommes et les femmes peuvent contrôler le calendrier de leur procréation, de sorte que le nombre réel d'enfants qu'aura eu une génération de femmes, sa *descendance finale*, est théoriquement compatible avec des calendriers fort différents. Un couple peut ainsi concentrer la naissance des enfants au début de leur vie active ou au contraire retarder leur venue au-delà de la trentaine. Il s'ensuit que l'évolution de la donnée transversale de la fécondité, appelée indice synthétique de fécondité, *peut* refléter davantage de simples modifications dans le calendrier des naissances que de réelles modifications dans la descendance finale de ces générations, et que les démographes se méfient généralement de l'indice synthétique de fécondité. (Cet indice est la somme pour une année donnée des taux de fécondité pour chaque âge. Il indique donc le nombre moyen d'enfants qu'auraient les jeunes femmes au cours de leur vie si ces taux de fécondité par âge

ne variaient pas.) Pendant longtemps, en fait jusqu'au début des années quatre-vingt, la sagesse conventionnelle s'est attachée à minimiser l'importance de la chute spectaculaire de l'indice synthétique de fécondité, arguant que le phénomène du report des naissances devait inévitablement aboutir à une remontée de l'indice annuel. Il n'y avait pas de révolution démographique digne de ce nom.

L'évolution des quinze dernières années aurait dû provoquer une sérieuse remise en question de l'armature théorique sous-tendant cette vision superficielle. Il n'en fut rien : tout en maintenant le silence sur les erreurs des années soixante-dix, on continue d'avoir recours à la même armature (Henripin, 1987, et Blayo, 1987) et donc de se méfier des valeurs courantes de l'indice synthétique de fécondité. Cela dure depuis vingt ans. Il y a là matière à étonnement. Deux considérations de nature générale peuvent l'étayer.

Ceux qui sont familiers des données sur les naissances savent qu'elles sont présentées de toutes les manières possibles : selon l'âge de la mère et le rang de naissance, selon la durée du mariage et le rang de naissance, selon la durée écoulée

Tableau 1
Taux de fécondité par âge, indice synthétique et descendance finale, Québec, 1941-1985

Année	Taux de fécondité pour 1000 femmes selon le groupe d'âges							ISF *	DF **
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49		
1941	21,9	140,5	193,7	160,5	116,6	51,6	6,6	3,46	3,16
1951	29,8	179,5	221,6	173,7	115,6	45,1	4,8	3,85	3,59
1956	33,0	197,5	232,2	171,9	115,0	42,5	4,3	3,98	3,41
1961	32,1	202,6	221,1	159,0	98,2	38,0	3,8	3,77	3,05
1966	26,1	154,2	165,5	108,4	64,0	22,8	2,5	2,72	2,57
1971	21,0	113,0	134,8	79,6	36,8	11,1	0,8	1,99	2,05
1976	21,1	102,0	139,4	71,1	22,6	4,5	0,3	1,80	1,97
1981	15,1	88,3	131,7	68,1	18,1	2,8	0,1	1,62	1,69
1985	13,9	72,9	116,4	61,3	16,8	2,2	0,1	1,42	

* ISF : Indice synthétique de fécondité.

** DF : Descendance finale des femmes ayant 28 ans à ce moment.

Source : Bureau de la statistique du Québec.

lée depuis la dernière naissance, etc. (Bureau de la Statistique du Québec, 1987). Chaque tableau croisé donne lieu à des taux et à des indices synthétiques. Mais *aucun* indice transversal, quel qu'il soit, ne peut attester l'existence de purs effets de calendrier... ou de purs effets de descendance finale. Une modification de celle-ci s'accompagne toujours, dans les faits, de variations dans le calendrier de la fécondité. Le résultat final n'est connu qu'à terme. D'où l'importance de suivre pas à pas les diverses générations, ce que permettent de faire les tableaux annuels sur les taux de fécondité par groupes d'âges. Ces tableaux annuels nous montrent en effet la descendance finale en train de se réaliser c'est-à-dire, pour les vingt dernières années, en train de décroître à toute allure.

Un peu plus d'attention à la mécanique de la dénatalité aurait permis de comprendre que lorsque tous les groupes d'âges réévaluent à la baisse leur fécondité, la donnée concernant la descendance finale des femmes se trouve chronologiquement décalée. Depuis vingt ans les descendances finales ne font que confirmer les tendances des indices annuels passés. L'analyse de la fécondité selon l'âge révèle également une dimension fondamentale du nouveau modèle de fécondité qui est en train d'émerger, à savoir le raccourcissement de la période de fécondité. Les femmes ont désormais près de 90 % de leurs enfants entre 20 et 34 ans. Il en résulte que la descendance finale des femmes ayant aujourd'hui 35 ans peut être évaluée sans erreur, et celle des femmes de 30 ans, avec une faible marge d'incertitude. Alors que les femmes québécoises nées en 1924 avait eu en moyenne 3,65 enfants, on peut prévoir que celles nées en 1955 en auront 1,6 et que leurs cadettes en auront probablement moins encore. Si cela ne constitue pas une révo-

lution, on peut se demander à quoi accoler ce substantif galvaudé. Révolution dont l'histoire reste à écrire. En tout cas le maintien de la fécondité à son niveau actuel (1,4 enfant par femme en 1986) comporte à terme de graves risques pour le Québec.

Un nouveau modèle de fécondité

La quasi-disparition des familles ayant plus de trois enfants explique l'essentiel de la première phase de la dénatalité. Jusqu'au début des années quatre-vingt le refus de l'enfant n'est pas en cause. Par contre on assiste aujourd'hui à une montée de la « stérilité volontaire », c'est-à-dire de la proportion des femmes qui n'auront pas d'enfants. Le phénomène demeure difficile cependant à déchiffrer.

Les enquêtes relatives à la fécondité continuent d'attester l'universalité du désir d'enfant. Dans l'importante enquête canadienne de 1984, qui portait autant sur l'histoire matrimoniale que sur la fécondité, 7 % seulement des femmes québécoises âgées de 20 à 29 ans prévoyaient n'avoir aucun enfant. Globalement, ces dernières prévoient avoir en moyenne 2,2 enfants, ce qui dépasse légèrement le seuil du renouvellement des générations (Lapierre-Adamcyk, 1985). Les démographes ont d'ailleurs souvent utilisé les données d'enquête pour interpréter ou corriger les valeurs

courantes de l'indice synthétique de fécondité (Festy, 1986). Depuis 25 ans cependant les femmes de moins de 35 ans surestiment considérablement et constamment la descendance finale qui sera la leur en bout de piste et l'enquête de 1984 ne fera que confirmer cette tendance. Par exemple la proportion des femmes de moins de 30 ans prévoyant n'avoir aucun enfant y est inférieure à ce qu'elle fut pendant le baby boom. En réalité, même en interprétant avec prudence les taux de fécondité par rang et par groupes d'âges, qui ne peuvent être convertis tels quels en données longitudinales, on semble se diriger vers un taux de stérilité volontaire voisin de 30 %.

De tels écarts entre les souhaits et la réalité ne réduisent pas l'utilité des enquêtes sur la fécondité, bien au contraire. Le non-passage du souhait à la réalité demande éclaircissement et seules des enquêtes répétées peuvent nous éclairer à ce sujet. Mais la dernière véritable enquête sur la fécondité québécoise remonte à 1976 (Marcil, 1981). Autre indice de la légèreté qui a caractérisé l'attitude de la société québécoise à l'égard de sa sous-fécondité : il n'existe pas encore de modèle prévisionnel détaillé de la fécondité, bien que tous les matériaux de base soient disponibles. Il est apparemment plus important de prévoir correctement la production des céréales que de cerner au fil

Tableau 2
Nombre d'enfants prévus par les femmes du Québec, 1984

Âge	0	1	2	3	4 +	Moyenne
20-24	7,5 %	7,6	49,6	27,8	7,4	2,24 enfants
25-29	6,2 %	12,3	50,9	24,0	4,9	2,12
30-34	12,5 %	18,8	46,1	17,6	4,7	1,84
35-39	10,7 %	16,1	38,4	24,6	9,5	2,09
40-44	13,7 %	16,7	25,6	31,0	13,1	2,19
45-49	12,0 %	10,0	16,9	32,1	29,1	2,78

Source : *Enquête canadienne sur la fécondité au Canada*. Données fournies par le Groupe de recherche sur la démographie québécoise de l'Université de Montréal.

12

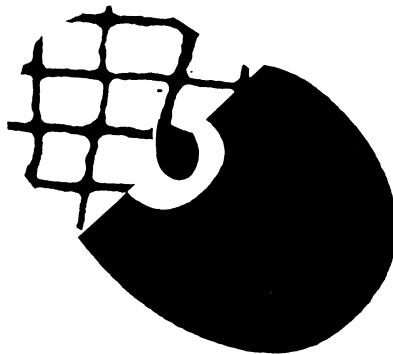
des ans la profondeur du non-renouvellement des générations.

On peut tout de même essayer de combiner ensemble les données d'enquête et les données courantes sur la fécondité, ce qui nous donne l'esquisse suivante. Les hommes et les femmes qui ont déjà décidé d'avoir peu d'enfants ont le loisir d'attendre quelques années avant de concrétiser leur projet. D'autres décident de s'installer dans la vie avant de songer à la question. À vrai dire le report des décisions de procréer représente souvent la première étape dans la baisse de la descendance finale (« Later means less »). Diverses enquêtes successives sur la fécondité ont d'ailleurs dévoilé le caractère évolutif de la volonté d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants. Les retournements successifs et généralisés de la fécondité au cours des 40 dernières années attestent également que la descendance finale d'une génération est le résultat de millions de décisions individuelles prises à différents moments au cours de la période fertile et qui ne vont pas toujours dans le même sens. Aucune génération de femmes n'a au bout du compte le nombre exact d'enfants qu'elle avait prévu au départ.

On ne peut en effet reporter indéfiniment la décision de procréer. Plus on se rapproche de 35 ans et plus on se rend compte que le temps joue contre soi. La fertilité se met à décliner... Après 35 ans entrent également en scène les

peurs médicales, ou la crainte de ne pas avoir assez d'énergie, surtout si l'on veut mener de front carrière et maternité, ou la peur d'une éventuelle séparation... Quant aux couples ayant réalisé leur projet, ils savent comment éviter les surprises. Tout se passe comme si les couples se donnaient plus ou moins consciemment jusqu'à 35 ans (âge de la femme) pour réaliser leurs désirs de fécondité. Ceux les ayant réalisés ont tendance à recourir à des moyens irréversibles (stérilisation) pour éviter de futures conceptions. Ceux ne les ayant pas réalisés laissent tomber. Une petite minorité refuse la perspective d'une infécondité totale ou relative et opte si nécessaire pour l'adoption et/ou les nouvelles technologies de reproduction. Celles-ci défraient les manchettes mais n'ont aucun impact réel sur le niveau de la fécondité.

Est donc en train d'émerger (est-ce une cause ou simplement un effet ?), même pour les familles, une nouvelle période dans le cycle de vie, que recouvre imparfaitement l'expression américaine « empty nesters », puisque les enfants de 18 ans n'accaparent plus les parents, même s'ils restent à la maison. Ce nouveau chapitre ira de 45-50 ans à 60-65 ans et recouvrira donc la période la plus opulente dans la vie des familles : aucune période de quinze années ne connaît un revenu moyen aussi élevé que celle allant de 45 à 60 ans (Statistique Canada, 1987). Un nouvel âge hédoniste ?



Crise de la fécondité = crise de la famille ?

Une descendance finale de 1,5 enfant par femme est compatible avec diverses répartitions de la taille des familles. Il y a ici matière à spéculation puisqu'une descendance finale aussi faible ne s'est pas encore matérialisée, mais la répartition qui suit apparaît plausible : aucun enfant : 30 %, un : 10 %, deux : 40 %, trois et plus : 20 %. Est-elle synonyme d'une « crise de la famille » ? L'économiste et le démographe ne sont pas forcément bien outillés pour répondre à cette question. On peut cependant noter qu'une crise démographique n'implique pas forcément une crise de la famille. L'institution familiale peut bien se porter même s'il n'y a plus de familles nombreuses. Et si l'on remonte au début de ce siècle, on trouvera des générations de femmes avec des taux de stérilité « volontaire » de 30 %. La juxtaposition des deux phénomènes provoque incontestablement une crise démographique. Par contre, presque tous les enfants qui naissent aujourd'hui sont non seulement désirés, mais fortement désirés. La « bébélogie » est en plein essor. Certaines garderies se présentent comme des universités du premier âge, et les chambres des enfants de trois ans ressemblent à des rayons de grands magasins. Et les enquêtes attestent la quasi-universalité des projets familiaux. Malgré l'augmentation des ruptures d'union, au moins 75 % des femmes de 35-39 ans vivent en couple, dont la grande majorité représente des « premiers mariages non rompus » (Lapierre-Adamcyk, 1985). Il est difficile de déceler dans ces données une quelconque crise de la famille.

Le nouveau modèle de la fécondité suscite tout de même au moins trois interrogations majeures. D'abord, pourquoi deux enfants plutôt que trois, par exemple ? La norme des deux enfants s'est enra-

cinée avec une telle rapidité qu'elle est maintenant considérée comme allant de soi. Plusieurs hypothèses démographiques, économiques et psychologiques peuvent être proposées, mais on aimerait lire des sociologues québécois à ce propos. La question importe d'autant plus que la norme des deux enfants est synonyme de sous-fécondité, puisqu'il y aura toujours une fraction des hommes et des femmes qui n'auront pas d'enfants, ou qui n'en auront qu'un. Deuxième interrogation : pourquoi abandonne-t-on ses désirs d'enfant vers l'âge de 35 ans ? Quel cheminement intérieur, quel type d'arbitrage amènent cette décision de non-retour ? Cette interrogation est grosse d'une troisième, peut-être la plus cruciale dans une perspective politique : combien de décisions sont prises à la marge ou tiennent aux hasards de l'existence ? Répétons cette constatation fondamentale : presque tous les enfants sont désirés, mais tous les désirs d'enfant ne se réalisent pas. Elle devrait en fait être largement diffusée : les débats sur la dénatalité au Québec y gagneraient en rigueur... et en civilité.

Les descendance finales en train de se concrétiser ne correspondent pas aux souhaits des générations concernées. Mais il faudra vivre avec, individuellement et collectivement. Quel sera l'impact social de ce phénomène nouveau et croissant ? On a l'habitude de dire : « avoir un enfant, c'est l'avoir pour longtemps ». Il faut dorénavant compléter l'axiome : « ne pas avoir d'enfant, c'est ne pas en avoir pour longtemps ». Le vieillissement de la population qui s'annonce au-delà de l'horizon imprégnera toutes les facettes de la vie sociale, y compris celle des relations entre les diverses générations intrafamiliales. À moins bien sûr que la fécondité soit un phénomène cyclique autocorrecteur.

La fécondité : phénomène cyclique ?

La fécondité décline en Occident depuis plus d'un siècle. La seule exception fut le baby boom d'après-guerre, qui s'est prolongé en Amérique du Nord jusqu'au milieu des années soixante. Il y a donc quelque témérité à construire un modèle qui produise des cycles réguliers dans la fécondité. En fait les démographes et démo-économistes n'y croient guère, malgré le succès considérable du modèle d'Easterlin (succès de diffusion et non succès scientifique). Ce modèle (Easterlin, 1980) postule l'existence d'une interaction entre l'importance démographique relative d'une génération et la situation économique éventuelle des membres de cette génération, interaction qui passe par le marché de l'emploi : une génération peu nombreuse trouvera facilement du travail, les salaires seront relativement élevés et la fécondité suivra le même chemin. L'inverse s'applique à une génération nombreuse, de sorte que vingt ans de forte fécondité alterneraient avec vingt ans de faible fécondité.

Sans vraiment y croire, les démographes aiment bien agiter l'idée d'un nouveau baby boom qui surgirait spontanément d'on se sait trop où. Il est vrai que le baby boom d'après-guerre a surpris les démographes (qui ont cependant mis beaucoup de temps à s'ajuster, comme dans les années soixante-dix, c'est là qu'il y a problème, beaucoup plus que dans l'erreur initiale) mais il ne s'est pas produit par hasard. L'après-guerre s'est avéré radicalement différent de l'avant-guerre : bas-de-laine remplis à craquer, maintien inattendu du plein emploi... c'était le début des trente glorieuses (Fourastié, 1979). Cette longue période de prospérité a suscité de nouvelles aspirations, en matière de consommation notamment, et permis l'insertion d'un nombre croissant de femmes sur le

marché du travail. Ces deux phénomènes entrent en conflit avec la constitution d'une famille nombreuse.

La dénatalité a touché toutes les catégories sociales, des femmes au foyer aux professionnelles, tous les échelons de revenu, toutes les strates d'instruction. Il serait passionnant de décortiquer ce mouvement de fond au-delà des tableaux, nécessaires mais insuffisants, que livrent les recensements successifs, de le suivre d'une catégorie à l'autre. Ce travail attend son bénevoles. Mais ces catégories ne sont pas figées et les modifications structurelles ont également joué un rôle majeur.

Après 1960 la présence des jeunes femmes sur le marché du travail s'accroît rapidement et régulièrement, d'où la bonification du revenu familial au-delà de la croissance des salaires³. Or pour bénéficier du double revenu, il faut limiter sa fécondité. Deux salaires permettent d'assumer, toutes choses égales par ailleurs, des charges familiales plus lourdes, mais il s'agit là d'une hypothèse abstraite puisque l'alourdissement des charges entraîne une rupture plus ou moins longue dans la réalisation du deuxième salaire, rupture que compensent chichement les prestations publiques. Dans tous les pays occidentaux, les femmes présentes à plein temps sur le marché du travail ont nettement moins d'enfants que les autres.

Or les facteurs structurels qui ont joué un rôle dans la dénatalité continuent d'agir : la scolarité des jeunes s'accroît encore, de même que la participation des jeunes femmes à la population active. Selon les données les plus récentes de la Régie des rentes du Québec, l'écart entre les taux de participation masculine et féminine s'élève encore à vingt points de pourcentage chez les moins de trente ans, mais il s'amenuise, d'autant plus que l'optique

14

transversale occulte le fait qu'il y a chez les jeunes femmes beaucoup d'absences temporaires. Ajoutons à cela la stagnation des revenus depuis dix ans, le revenu réel moyen des familles québécoises était, en 1985, inférieur de 7 % à son niveau de 1976 (Statistique Canada, 1978, 1987), et l'on comprendra qu'une remontée spontanée importante de la fécondité apparaisse improbable.

En réalité la sous-fécondité fait corps avec la société post-industrielle (ce qui n'exclut pas de sensibles variations d'un pays à l'autre) et peut même s'autoreproduire, dans la mesure où elle contribue à la stagnation économique et au chômage. Contrairement à ce que l'on croit généralement, la brutale réduction du nombre de jeunes adultes qui est à la veille de se matérialiser n'aura pas en soi d'effet magique sur le taux de chômage, puisque ce dernier résulte de la confrontation de l'offre et de la demande de travailleurs (Mathews, 1984). Un nombre réduit de jeunes adultes aura un effet négatif sur la demande de plusieurs biens et services. Non, la « business generation » ne sera guère plus féconde que ses aînés, en l'état actuel des choses.

Pourtant l'idée de cycles longs autogénérés demeure fascinante, même si l'architecture easterlinienne est déficiente. On peut ainsi soupçonner que la mythologie liée à la « famille nombreuse » a joué un rôle de repoussoir auprès des jeunes des années soixante. Et ne peut-on

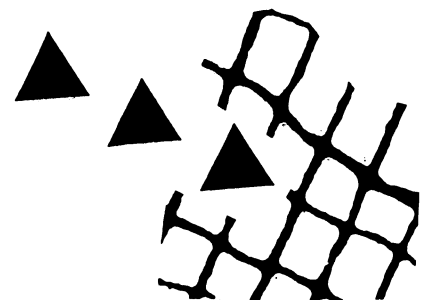
penser que les générations solitaires d'aujourd'hui projettent une image tout aussi négative auprès de leurs cadets ? Mais ce sont là processus subtils et fragiles, qui peuvent s'évaporer au contact d'une société rendue atone par la stagnation démographique. Il y a fort à parier qu'une relance de la fécondité ne se produira pas sans un sérieux coup de pouce de la collectivité.

Où mène la dynamique démographique actuelle ?

Aucun pays n'a encore souffert de la dénatalité. Les processus démographiques sont des processus de longue haleine et il faut toujours, pour bien les comprendre, les situer dans leur cadre chronologique. La population du Québec continue de croître, à cause du baby boom passé, et cette tendance ne s'inversera qu'au tournant du siècle. Par ailleurs toute dénatalité consécutive à un baby boom a des effets favorables qui s'étendent sur une bonne vingtaine d'années. Le nombre de dépendants décroît tandis que celui des actifs croît. En d'autres mots le rapport de dépendance évolue de manière très favorable (il s'agit du rapport entre le nombre total de personnes dépendantes, jeunes de 0-19 ans et personnes de 65 ans et plus, et la population âgée de 20 à 64 ans). Cela explique en partie la remarquable extension de l'État-providence depuis 1960, qui n'a pris fin qu'en 1981, et même plus récemment en ce qui concerne les personnes âgées. Fait à noter, ces dernières ont été les principales bénéficiaires de cette extension, alors que les familles ayant des enfants d'âge préscolaire ont été plus ou moins négligées. Était-ce inévitable ?

Les bénéfices économiques de la dénatalité ont donc été encaissés pour l'essentiel, à moins que la fécondité ne continue à décroître. Mais plus la fécondité sera faible, plus le rapport de dépendance sera

élevé à terme. (Ce concept doit être manié avec prudence. Ainsi l'utilisation répandue de ce rapport accrédite l'idée d'une symétrie entre les personnes âgées et les jeunes, ce qui n'est guère recevable du point de vue économique et psychologique.) Avec les tendances actuelles, il demeure stable jusqu'à la fin du siècle, pour ensuite croître de manière radicale dans le premier quart du XXI^e siècle, lorsque sonnera pour les générations successives du baby boom l'heure de la retraite. Mais sonnera-t-elle vraiment, et dans quelles conditions ? S'il est un thème que l'on associe à l'évolution démographique actuelle, c'est bien celui du vieillissement de la population et du danger éventuel qu'il pose pour les retraites futures. Mais le vieillissement ne représente que l'avertissement de la médaille, à l'envers se trouve la dépopulation. Le Québec étant ce qu'il est, la combinaison de ces deux phénomènes ne peut que préfigurer des lendemains qui déchantent.



La situation particulière du Québec

Le Québec ne dispose pas d'une masse démographique importante : le dernier recensement (juin 1986) lui accorde tout juste 6 540 000 personnes. (Si on tient compte du sous-dénombrement on atteint 6 700 000.) De plus le Québec a comme voisin un bloc homogène de 260 millions de personnes, dont la croissance démographique se maintient. Il y a là un puissant aimant potentiel, notamment pour

les jeunes diplômés, francophones et anglophones. (Depuis 1976, la population anglophone du Québec diminue.) Il est vrai que depuis la fin de 1984, le bilan migratoire du Québec est redevenu légèrement positif, mais cela coïncide avec la phase ascendante du cycle économique. La prochaine récession risque d'effacer ces gains. Le boom économique de l'Ontario, la prospère province voisine, surpasse celui du Québec, et démographiquement l'Ontario ne cesse de distancer la province francophone. D'ailleurs dans un tel contexte d'évolutions démographiques différenciées, la simple perspective de la dépopulation peut agir comme un accélérateur. À ce portrait de la vulnérabilité du Québec, il manque une dernière touche : l'État québécois ne contrôle pas, tant s'en faut, tous les leviers de la politique familiale et de la politique de la vieillesse. Certains arbitrages, éventuellement possibles au Québec, ne le sont pas dans un Canada dont l'évolution démographique demeure relativement confortable. Ce n'est pas un hasard si on discute beaucoup plus au Québec que dans le reste du Canada de politique familiale.

Qui s'occupera des vieux ?

La population du Québec demeure encore jeune avec ses 10 % de personnes âgées de plus de 64 ans, l'un des taux les plus faibles d'Occident. À l'autre bout de la pyramide des âges, les effectifs sont également réduits. C'est donc dire que les familles québécoises sont relativement peu « accaparées » par des parents à la santé chancelante, d'autant plus que le taux d'institutionnalisation des personnes âgées est au Québec plus élevé que le taux moyen européen (Mathews, 1988), ou par de jeunes enfants.

Cette situation ne peut être que transitoire. Le vieillissement de la population québécoise se déroulera à vive allure : 15 % de personnes

âgées au tournant du siècle et 25 % vingt ans plus tard. Les perspectives actuelles de croissance économique à moyen terme ne permettent pas d'envisager avec sérénité cette montée du troisième âge. Les régimes de retraite et les prestations sociales fondés partiellement ou entièrement sur le principe de la répartition (les actifs paient les retraites et les prestations) devront être sérieusement réaménagés à la baisse. Mais il y aura là un problème majeur, car le vieillissement signifie également la montée politique des personnes âgées. Leur poids politique ne repose pas uniquement sur leur nombre, mais aussi sur le nombre de leurs enfants, qui ont entre 40 et 50 ans. De manière plus générale, une société où la majorité des adultes a plus de 50 ans a forcément des préoccupations et une orientation différentes de celles d'une société plus jeune. Le conflit implicite entre la politique de la vieillesse et la politique de la famille devendra explicite le jour où les États auront compris l'impérieuse nécessité d'un redressement de la fécondité. Au Québec ce jour n'est plus très loin. La résolution d'un tel conflit suppose que les ménages de 40-50 ans consentent à s'occuper davantage de leurs parents, non seulement en termes financiers mais aussi en termes de disponibilités personnelles. La gestion collective de l'héritage des négligences et insouciances actuelles nous promet de belles chicanes de famille.

NOTES

¹ Les données les plus récentes sur la fécondité proviennent des divers instituts nationaux de statistiques.

² Il ne s'agit pas bien sûr de tous les démographes québécois mais de la majorité d'entre eux.

³ Le catalogue annuel de Statistique Canada sur *Les revenus des familles* (catalogue 13-208) permet de suivre des générations au cours du temps.

Bibliographie

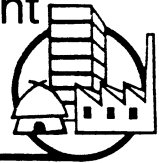
- BLAYO, Chantal. 1987. *La fécondité en Europe depuis 1960 : convergence ou divergence*, Conférence démographique européenne, Jyväskylä, Finlande, juin 1987.
- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 1987. *La situation démographique du Québec, édition 1987*. Québec, Les Publications du Québec.
- EASTERLIN, Richard. 1980. *Birth and Fortune : The Impact of Numbers on Personal Welfare*. New York, Basic Books.
- FESTY, Patrick. 1986. « Conjoncture démographique et rythmes familiaux : quelques illustrations québécoises », *Population*, janvier-février.
- FOURASTIÉ, Jean. 1979. *Les trente glorieuses*. Paris, Le Livre de poche, collection Pluriel.
- HENRIPIN, Jacques. « Pouvoirs publics et natalité », *L'analyste*, Hiver 1986-1987.
- LAPIERRE-ADAMCYK, Évelyne. 1985. *Divers indices de l'évolution de la descendance finale des femmes québécoises*, Tableau produit par le GRDQ, Montréal.
- MARCIL-GRATTON, Nicole, J. HENRIPIN, P. HUOT et E. LAPIERRE-ADAMCYK. 1981. *Les enfants qu'on n'a plus au Québec*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- MATHEWS, Georges. 1984. *Le choc démographique*. Montréal, Boréal Express.
- MATHEWS, Georges. (à paraître : 1^{er} trimestre 1988.) *Le vieillissement démographique et les équipements et services offerts aux personnes âgées*.
- STATISTIQUE CANADA. 1978. *Revenus des familles 1976, Revenus des familles 1985*, Ottawa, catalogue 13-208.

OXFORD

Community Development Journal

An International Forum

Editor: Gary Craig



The **Community Development Journal** covers community development, seen as political, economic and social programmes which link the activities of people with institutions and government. Issues covered include, for example, community action, village, town and regional planning, community studies and rural development.

Among recent and forthcoming articles:

Community Action and the Building of Socialism from Below **Sidney Jacobs**

The People's Movement and Experiment in Nepal **Dipak P Dhungel**

Community Development in Hong Kong **Joe Leung**
Confronting Gender, Poverty and Powerlessness **Sundari Ravindran**

Training for Extension Workers: An Evaluation **Pangsak Angkasith**

Plus a special issue on **Livestock and Community Development**
ORDER FORM

Please enclose your remittance: payment may be made by cheque, credit transfer or major credit card.

Community Development Journal Volume 22, 1987
£22 UK, \$44 N. America, £29 Elsewhere

Please send me a sample copy

Name

Address

.....

Postcode Country

Oxford University Press, Walton Street, Oxford OX2 6DP, UK

JOURNALS